

[Traduction]

M. Nowlan: Une question supplémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je vais permettre au député de poser sa question supplémentaire, mais comme je n'ai pas encore eu l'occasion de faire ma mise au point quotidienne, je tiens à rappeler aux députés qu'il ne reste que quelques minutes avant la fin de la période des questions. Nous allons essayer de passer autant de questions que possible.

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, j'ai de nombreuses questions complémentaires à poser sur l'Office national du film, mais, sur cet aspect particulier de la question, je voudrais savoir si le secrétaire d'État est entré en contact avec le président du Conseil de la radio-télévision canadienne pour lui faire part des propos désapprouvés que cette décision a suscités au Parlement et pour lui demander expressément s'il compte appliquer à certains secteurs desservis maintenant par la télévision par câbles, sans parler de la société Radio-Canada, la même politique concernant les influences américaines.

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur le président, je considère de mon devoir, et je m'en acquitte toujours avec un zèle intense, de transmettre aux présidents des institutions relevant du secrétariat d'État tout ce que les honorables députés me demandent de leur transmettre, sans égard au fait que ces opinions soient, à mon avis, utiles ou inutiles.

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

CONSULTATIONS AVEC LES PROVINCES EN VUE D'ABAISSEZ L'ÂGE DES VOTANTS

M. Gérard Laniel (Beauharnois): Monsieur le président, je désire poser au très honorable premier ministre une question très importante.

Le gouvernement est-il disposé, d'ici la présentation du rapport du comité des privilèges et élections sur le bill C-187 qui recommande de réduire l'âge minimum des votants à 18 ans, à considérer, possiblement de concert avec les provinces, l'opportunité de réduire l'âge de la majorité à 18 ans et de rattacher à ce privilège celui du droit de vote?

M. l'Orateur: Je dois signaler à l'honorable député que, dans ce cas-ci, une suggestion a été faite au gouvernement et l'honorable député doit tenir pour acquis qu'elle recevra la considération du ministre en cause.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES MISES À PIED AUX BASES AMÉRICAINES À TERRE-NEUVE

[Traduction]

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Est-il maintenant en mesure de dire si le gouvernement des États-Unis a informé le gouvernement canadien de la durée probable de la vie active de la base navale américaine à Argentia (Terre-Neuve)?

L'hon. M. Hees: C'est de votre domaine, Mitch.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, ni le ministre de la Défense nationale ni moi-même n'avons reçu de renseignements à ce sujet.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Vu l'avenir incertain des civils canadiens employés à ces stations, et la responsabilité du gouvernement à cet égard, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures prendrait-il sur-le-champ l'initiative de demander aux États-Unis ce que l'avenir réserve à cette station et aux autres qui se trouvent au Canada?

LA POLLUTION

LE PROJET-PILOTE RELATIF AUX EAUX INTÉRIEURES

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle a trait aux rapports sur la réunion du comité de l'OTAN sur le défi de la société moderne qui vient de se terminer à Bruxelles. Le gouvernement canadien a-t-il décidé d'exécuter pour l'OTAN un projet-pilote ayant trait à la pollution des eaux intérieures?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Pas encore, monsieur l'Orateur. Certains spécialistes canadiens assistaient à la réunion en question. Ils ont alors été informés que la pollution des eaux intérieures nous intéresse tout particulièrement et que nous verrions si notre expérience pourrait être utile.

L'OFFICE NATIONAL DU FILM

LES REDEVANCES RELATIVES À L'USAGE DES FILMS

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'ai une question à poser au secrétaire d'État.